

Unité interdépartementale Loire Haute-Loire  
2 avenue Grüner  
Allée C  
42 000 Saint-Étienne

Saint-Étienne, le 18 octobre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**A2T**

25 rue James Jackson  
42500 Le Chambon-Feugerolles

Références : UID4243-DSSP-023-0389  
Code AIOT : 0010500053

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16 octobre 2023 dans l'établissement A2T implanté 25 rue James Jackson 42 500 Le Chambon-Feugerolles. L'inspection a été annoncée le 21/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été initiée à la demande de l'exploitant qui entreprend d'importants travaux pour moderniser son site (désamiantage, isolation des bâtiments, achat de nouveaux fours). L'industriel a notamment transmis à la préfecture de la Loire un dossier de porter à connaissance qui s'est avéré, après instruction, insuffisant pour permettre d'analyser finement les enjeux vis-à-vis des modifications souhaitées (absence du tableau de modification des rubriques et de l'étude des dangers du site). Le présent compte rendu de visite fait ainsi le point sur la demande de porter à connaissance que devra déposer l'exploitant et les suites de l'inspection de 2022 consécutive au départ de feu du mois d'avril 2022.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- A2T
- 25 rue James Jackson 42500 Le Chambon-Feugerolles
- Code AIOT : 0010500053
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société A2T réalise du traitement thermique de pièces déjà usinées en acier. Le traitement

thermique des pièces consiste à les porter à une certaine température puis à les tremper dans de l'huile ou de l'eau afin d'obtenir des caractéristiques mécaniques spécifiques (dureté, résilience, etc). Aucune opération d'usinage de pièces métalliques n'est réalisée sur site.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Point sur la demande de PAC faite par l'exploitant le 19/09/2023	Autre du 16/10/2023	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suites données à la dernière visite d'inspection de la DREAL du 27/04/2022	Autre du 27/04/2022	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

D'importants travaux sont en cours sur le site :

- centralisation des rejets gazeux des différentes machines de traitement thermiques,
- isolation des bâtiments de production,
- désamiantage des toitures et façades des bâtiments,
- achat de fours utilisant une technologie d'atmosphère sous vide,

L'exploitant devra formaliser les changements dans un porter à connaissance.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites données à la dernière visite d'inspection de la DREAL du 27/04/2022

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 27/04/2022
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Suites d'inspection
<b>Prescription contrôlée :</b> La précédente inspection du site avait mis en exergue les points suivants : 1/ nécessité de porter à la connaissance du préfet les modifications réalisées sur le site 2/ transmission d'un rapport d'accident concernant l'événement du samedi 23 avril 2022 (départ de feu au niveau d'un four de traitement thermique de trempe à l'huile) 3/ actualiser le plan des réseaux du site

- 4/ collecte des eaux d'extinction sur site à la suite du départ de feu d'avril 2022
- 5/ étude de l'installation d'un séparateur hydrocarbures au niveau du point de rejet vers l'Ondaine
- 6/ stockage sur rétention des déchets encore présents sur site à la suite du sinistre précité.

Ces différents items ont notamment fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mesures d'urgence (Arrêté n°220/DDPP/2022) du 6 mai 2022.

#### Constats :

1/ L'exploitant travaille activement sur son porter à connaissance pour faire part à l'administration des modifications réalisées sur son site. La réactualisation de l'étude des dangers du site (EDD) est notamment en cours.

À ce titre, une réflexion sur le déplacement des stockages de produits chimiques (déchets de sels fondus) se trouvant initialement à côté de l'Ondaine est programmée, les fours de traitement utiliseront une technologie, sous vide, différente de celle du four ayant initié le départ de feu en avril 2022. Les causes de cet incendie ne sont toujours pas établies avec précision en 2023 malgré l'enquête des assureurs et du constructeur du four. Toutefois, après analyse de l'accidentologie, il ressort que la plupart des incidents se passent lorsque qu'il y a un problème entre la trempe des pièces et le bac à huile, au moment où les 2 éléments sont en contact ou presque en contact.

Concernant l'EDD et le scénario de fuite de méthanol, la cuve de stockage présente **d'importantes traces de piqûres de corrosion. Il a ainsi été demandé à l'exploitant de mesurer les épaisseurs d'acier de la virole et de comparer les résultats avec les épaisseurs nominales prévues. L'exploitant tiendra informé l'administration des actions entreprises (délai 1 mois).**

2/ Le rapport d'accident a été transmis à l'inspection des installations classées. Les analyses de retombées d'amiante dans le voisinage et sur site n'ont rien relevé d'anormales. Seule la dalle béton se trouvant en dessous du four ayant initié le départ de feu est polluée aux hydrocarbures selon le diagnostic de sol de Socotec. Cet organisme a en outre préconisé de réaliser des analyses de sol en dessous de la dalle pour s'assurer de la non diffusion des polluants.

Dans le cadre des futurs travaux de rénovation de l'entreprise, l'exploitant a indiqué que la dalle polluée sera cassée puis traitée dans une filière spécialisée. Le sol en dessous de la dalle béton serait caillouteux. **L'exploitant tiendra informé l'inspection des installations classées des travaux entrepris pour casser la dalle et des diagnostics complémentaires réalisés dans les sols le cas échéant.**

3/ L'exploitant a transmis un plan des réseaux du site, celui-ci sera cependant à réactualiser en fonction des travaux prévus sur le site.

4/ et 6/ L'exploitant a fait part à l'administration des mesures qu'il avait mises en place pour collecter sur site les eaux d'extinction et éviter les risques de pollution à la suite du sinistre. Celles-ci semblent s'être relevées efficaces puisqu'aucune plainte pour pollution n'a été remontée à l'inspection des installations classées.

5/ Selon l'exploitant, le risque de rejet d'hydrocarbures vers l'Ondaine est négligeable : les stockages du type huile de trempe sont sur rétention. Cet élément justifierait le fait qu'il n'y ait pas un traitement post-rejet avant l'Ondaine. Afin de prouver cet argument, l'exploitant réalisera des analyses d'eaux pluviales à la suite d'un prochain épisode pluvieux au niveau des points de rejets des eaux pluviales de son site (1 point de rejet en façade de bâtiment, 1 vers l'Ondaine et un

au niveau d'un caniveau de l'atelier). **Les résultats des analyses seront transmis à l'inspection des installations classées. À noter, les paramètres à analyser seront conformes à ceux prescrits aux articles 4.3.6 et 4.3.8.1 de l'arrêté préfectoral n°22-DDPP 12 du 12 janvier 2012.**

Le système d'isolement du réseau eau pluviale prévu à l'article 4.2.4.1 de l'article précité serait le dispositif de ballon gonflable à l'azote qui isolerait après frappe d'un interrupteur tous les réseaux d'eaux pluviales du site. L'exploitant a indiqué qu'un interrupteur se trouvant à l'extérieur du site serait prochainement installé afin d'actionner le dispositif en cas d'impossibilité d'accéder aux locaux.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 2 :** Point sur la demande de PAC faite par l'exploitant le 19/09/2023

**Référence réglementaire :** Autre du 16/10/2023

**Thème(s) :** Situation administrative, Point sur un porter à connaissance

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant a fait part à l'administration de son souhait d'isoler ses bâtiments de production (bardage) et d'installer de nouveaux équipements sur son site (fours de traitement sous vide). Le désamiantage de la toiture des différents ateliers est également programmé.

**Constats :**

Au-delà des modifications de la nomenclature des ICPE qui peuvent avoir des conséquences sur le classement du site, les installations peuvent également faire l'objet de modifications souhaitées par l'exploitant (augmentation de capacité, changement de la nature des substances ou des procédés utilisés, extension géographique, etc.).

Dans ce cas, l'exploitant doit déclarer au préfet toute modification apportée à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage susceptible d'entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation. En application de ce même dispositif réglementaire, **le préfet doit établir si la modification est substantielle, c'est-à-dire si une nouvelle procédure d'autorisation s'avère nécessaire.**

**Ainsi, l'exploitant devra transmettre sous 3 mois un dossier de porter à connaissance contenant a minima :**

- le tableau actualisé des rubriques installations classées de son site ;
- une étude des dangers actualisée (le risque d'inondation du site devra être particulièrement étudié) ;
- plan actualisé du site (réseaux d'eau et d'utilité);
- plan cadastral des parcelles exploitées;
- un point sur la centralisation des différents rejets gazeux des différentes machines de traitement thermiques (exutoire, torchère) et aqueux (protection de l'Ondaine) ;
- les articles de l'arrêté préfectoral d'autorisation de 2012 à modifier et un argumentaire sur la nécessité de celle-ci.

En fonction de ces éléments, l'administration pourra consulter les différents services de l'État afin de juger du caractère substantielle des modifications désirées. L'industriel a été informé qu'en fonction des retours des services de l'État (SDIS42, DDT, ARS), l'administration pourra prendre soit un arrêté préfectoral complémentaire (si les modifications sont jugées comme non notables :

absence de dépassement de seuil de rubriques installations classées, aucun enjeu sur l'environnement n'est identifié en particulier sur la protection de l'Ondaine), soit basculer dans une démarche d'autorisation environnementale dans le cas contraire.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

**Annexe**  
**Photographies prises le jour de la visite**

Vue de l'atelier où se trouvent les fours de traitement thermique :



Cuve de méthanol :

